

# Que la drôle de guerre entre CDH, PS et Défi commence...

## L'appel du 19 juin de Benoît Lutgen

C'était avant les vacances.... Le président du CDH avait provoqué un séisme politique en Belgique francophone. Il appelait le MR, Défi et Ecolo à discuter pour éjecter le PS des entités fédérées. La raison ou le prétexte: les scandales (Publifin, Samusocial...). *"Chaque scandale handicape l'action du gouvernement, déclarait alors le Bastognard. Comme chaque citoyen, je suis dégoûté. Les affaires et la soif d'argent de certains élus freinent le développement des Régions. La rupture doit être immédiate."* Ce coup de poker s'est ensuite enlisé tout l'été face aux exigences de Défi et d'Ecolo.

■ Le CDH et le MR n'espèrent plus amener Défi à larguer le PS à Bruxelles et à monter dans un nouvel exécutif à la Fédération.

■ L'installation d'un nouveau gouvernement en Wallonie provoque des retards dans le paiement de certains subsides.

## C'est plié: la majorité à Bruxelles et à la Fédération reste en place

**C'**est fini. Les négociations avec Olivier Maingain sont bien mortes, pour peu qu'elles aient jamais vu le jour. Plus rien ne bouge, dormez braves gens, chuuuut... La crise politique de cet été se termine à la belge: par un changement partiel, une demi-victoire ou une demi-défaite. *"Oui, là, c'est mort, confirme un libéral. Il n'y a plus de contact avec le président de Défi. Le MR va continuer son travail d'opposition constructive à ces niveaux de pouvoir."*

C'est donc à une drôle de guerre que nous allons assister jusqu'en 2019. Les gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Communauté française) et de la Région bruxelloise resteront en l'état, mais rongés par une rupture de confiance. Sauf nouveau scandale impliquant le PS qui emporterait avec lui la majorité bruxelloise et/ou celle de la Fédération, les ministres humanistes devront affronter les regards obliques de leurs partenaires de majorité jusqu'aux prochaines élections générales.

### Le symbole wallon

Finalement, Benoît Lutgen, le président du CDH, n'aura pas réussi à défenestrer les socialistes de tous les exécutifs fédérés. Seule la Wallonie a troqué la rouge-romaine (PS-CDH) pour une orange

bleue (MR-CDH). Il est vrai que l'enjeu wallon était particulièrement symbolique, l'histoire du Sud du pays se confondant avec celle du PS depuis des décennies. Mais ce succès est un peu trop court pour être appelé victoire.

Bon, alors, quoi? Puisque les ministres humanistes des gouvernements réfractaires ne comptent pas démissionner, à quoi va ressembler la vie dans les exécutifs Rudy (Demotte) et Rudi (Vervoort)? *"Il n'y aura plus de changement de majorité sauf un miracle de je ne sais quel dieu, déplore un CDH de la capitale. Là, les réunions intercabinets ont repris au sein du gouvernement bruxellois. Et, jeudi, on va retrouver tous nos amis socialistes en pleine forme pour la séance de gouvernement..."*

### Majorités parlementaires alternatives

Bref, l'ambiance risque d'être plombée. Pourtant, les humanistes jurent ne pas vouloir mener une guerre ouverte au PS à la Fédération et au PS et à Défi à Bruxelles. *"On ne va pas tout bloquer, évidemment, confie un autre humaniste. Mais nous allons défendre pied à pied nos priorités dans les dossiers qui seront abordés. Le CDH va être à l'offensive sans mener pour autant une guerre de tranchées. Mais si nous n'obtenons pas satisfaction, nous ferons passer nos points grâce à des majorités parlementaires alternatives."*

Ça ne sera pas si facile. Le CDH va devoir faire le

grand écart entre la Région wallonne où il est associé à des libéraux affamés par 13 ans d'opposition, la majorité bruxelloise, la majorité à la Fédération, et son rôle d'opposition au fédéral où il devra tout de même ménager le MR. Tous les indicateurs laissent penser que les humanistes ont en effet envie de rejoindre en 2019 un (éventuel) gouvernement Michel 2.

Mener une politique de centre droit en Wallonie et de centre gauche dans les autres entités fédérées, tout en faisant les yeux doux à une majorité fédérale où se trouve la N-VA dont la participation au pouvoir avait été violemment critiquée en 2014 par Benoît Lutgen... Les humanistes vont devoir miser sur leurs talents diplomatiques pour déminer cette situation. Et c'est peu dire.

### Le PS va temporiser

Un élément pourrait les aider: les socialistes devraient ravalier leur envie de revanche. Bien sûr, ils en veulent au CDH pour leur "trahison". Mais le parti est en pleine refondation. Il reste tétanisé par la montée du PTB dans les sondages et la débâcle de Benoît Hamon en France. Pour le PS, ce n'est pas le moment de mettre la pression sur le CDH à la Fédération et à Bruxelles, au risque de paralyser les deux exécutifs dont il assume encore la direction. Non, l'heure est plutôt à sauver les meubles et à préserver d'éventuels alliés après les élections fédérales et régionales de mai 2019. On ne sait jamais, un an et neuf mois, c'est une éternité en politique...

F.C.

# Des retards dans le versement des subsides pour un certain nombre d'associations

Il semble que le changement de majorité en Wallonie – qui date, pour rappel de la fin du mois de juillet – entraîne quelques petits problèmes d'ajustements collatéraux. En effet, un certain nombre d'associations en tout genre (cela va du club sportif à des associations chargées de formations ou de sensibilisation à la diversité) n'ont toujours pas vu la couleur d'un subside pourtant promis et déjà inscrit dans leur budget.

Une situation qui n'est pas sans poser de problèmes à ces associations qui dépendent bien souvent de leurs subsides pour payer les gens qui y travaillent.

À Verviers, le comité de la "Charte associative", qui regroupe une quarantaine d'associations actives dans la commune, s'en est ému à la fin de semaine dernière. "Nous avons envoyé un courrier aux ministres Borsus et Crucke (Ndlr : le ministre-Président wallon et le ministre wallon du Budget) afin de leur faire part de cette situation", explique Claude Orban, échevin CDH à Verviers et président de "La charte associative".

Même si Claude Orban est convaincu que ces retards ne sont en aucun cas souhaités par le gouvernement en place, ils sont problématiques pour les associations qui comptent dessus. "Cela concerne pour l'instant, chez nous, cinq associations sur les quarante qui sont membres de la Charte associative. Nous avons envoyé un courrier aux

autres pour savoir si elles sont dans le même cas", poursuit-il.

## Payer des intérêts liés au crédit pont

Claude Orban explique encore que ce retard oblige les associations concernées à souscrire un crédit pont auprès d'une banque. "Ce n'est pas très grave, mais quand vous prenez un crédit pont, les intérêts sont élevés. Ils peuvent atteindre 8 ou 9 %. Et ce sont des montants qui ne sont pas budgétés par les associations. Il serait bien que ces retards dans le paiement des subsides ne s'éternisent pas." L'échevin CDH évoque aussi les subsides aux clubs sportifs qui ne sont pas, non plus encore arrivés. "On parle ici de sommes allant de 2 500 euros à 7 500 euros. Ce n'est pas la fin du monde, mais c'est de l'argent qui est parfois destiné à payer des animateurs, des moniteurs ou autres..."

Du côté du cabinet du ministre du Budget, on affirme ne pas avoir reçu le courrier de "La charte associative". Et on rajoute que Jean-Luc Crucke (MR) n'est pas responsable de l'ensemble des subsides – lesquels dépendent en général du ministre fonctionnel.

Du côté de la ministre-Présidence, malgré une sollicitation de notre part, aucune réaction ne nous est parvenue à l'heure de boucler cette édition.

S.Ta.

## Signe de normalisation

### Picqué et Courard bien vissés sur leur siège

La rentrée des parlements bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne devrait pas donner lieu à une guérilla entre PS et CDH. On aurait pu le craindre. La loi le stipule : chaque assemblée doit, à chaque rentrée, réinstaller à la majorité ses instances dirigeantes – présidence, vice-présidences, etc. Dans le climat de détestation actuel entre les deux partis, des gestes de vengeance étaient à craindre. Mais il n'en sera rien à entendre les échos obtenus ce lundi de part et

d'autre. Philippe Courard (PS) devrait être le seul candidat à sa succession au perchoir du parlement communautaire, laisse-t-on entendre au CDH. "Les choses vont donc se dérouler naturellement", ajoute un humaniste. Le siège de Charles Picqué (PS), président du Parlement bruxellois, ne semble lui non plus pas en danger à ce stade. Rappelons que le CDH a obtenu la présidence de l'Assemblée de la Cocof – l'organe qui gère les questions francophones à Bruxelles. Le poste est occupé par la députée humaniste Julie de Grootte. A moins d'un retournement de situation, ces équilibres devraient être maintenus dans 15 jours, lorsque les deux assemblées feront leur rentrée officielle. **M. Co.**